FEDIL

Publication - 22/04/2022

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2022

Discours de Michèle Detaille à l'occasion de l'Assemblée générale 2022 de la FEDIL en présence de Franz Fayot, ministre de l'Économie.

Monsieur le ministre, chers membres, chers invités,

Quel plaisir de nous retrouver dans ces locaux après deux assemblées générales tenues sous forme digitale. Le format digital nous a permis de répondre à nos missions statutaires pendant les périodes de confinement. Lors de notre assemblée générale de l'année passée, souvenez-vous, Monsieur le ministre, nous vous avons accueilli dans nos locaux pour que vous adressiez un message à nos membres qui étaient derrière leur écran.

La rencontre ici sur place et les possibilités d'échange avant et surtout après la partie officielle sont des occasions précieuses. Elles font partie des missions d'une fédération et je sais qu'elles sont appréciées par nos membres.

Si les conditions sanitaires nous permettent de revenir plus ou moins à la normale en ce qui concerne les réunions, les rencontres, les visites ou les voyages, nous sommes loin d'un retour à la normale en ce qui concerne le fonctionnement de notre économie.

Dans le courant de l'année passée, nous avons commencé à subir les premières conséquences d'interruptions dans les chaînes d'approvisionnement et le renchérissement des prix de nos achats qui en résultent. Ce phénomène a été accompagné d'une montée en flèche des prix énergétiques. Ils ont aggravé la facture pour nos entreprises qui ont été obligées de revoir leurs prix de vente à la hausse pour rester rentables. Dans nos entreprises, la production a été fragilisée par la rareté de certaines catégories d'intrants, par la persistance de taux élevés d'absentéisme et par des capacités logistiques insuffisantes.

En face de cette production perturbée, on trouvait une forte demande, alimentée par un pouvoir d'achat généralement bien préservé et par les budgets publics substantiels consacrés à la relance post-covid. Les ingrédients pour une inflation plus soutenue étaient bien visibles depuis l'été passé. La guerre menée par la Russie en Ukraine a évidemment aggravé la situation avec des sources d'approvisionnement qui se sont fermées et une nouvelle vague de flambée des prix énergétiques.

Monsieur le ministre, nous savons que les sanctions et embargos décidés ou à venir, suite à l'invasion russe en Ukraine ne resteront pas sans conséquences

sur nos économies. Mais nous soutenons fermement l'action politique dans ce domaine. En plus des effets ressentis à court ou moyen terme, l'attitude de l'Union européenne à l'égard de la Russie produira très probablement des effets plus durables qui exigeront des adaptations plus profondes. J'y reviendrai tout à l'heure.

Dans le cadre de la tripartite, le gouvernement luxembourgeois a proposé un paquet équilibré permettant d'atténuer les conséquences sociales de l'inflation, tout en offrant une prévisibilité indispensable au monde des entreprises dont la très grande majorité ressentent négativement des conséquences de la crise. J'ai participé personnellement aux réunions tripartites et je peux confirmer l'esprit constructif dans lequel les réunions se sont tenues, même si l'accord qui en est ressorti n'est pas partagé par 100% des participants. Si j'ai un regret à formuler, ce serait la véhémence avec laquelle les syndicats se sont battus pour le maintien d'un statu quo qui, à nos yeux, n'est pas tenable. Les signaux de prix qu'on vit aujourd'hui et les adaptations qu'ils exigent ont été ignorés. Le maintien du pouvoir d'achat pour toutes catégories de salaires a dominé les revendications. Or, on sait que face aux pénuries actuelles et à venir, le dopage de la demande à tous les niveaux de revenus sera remis sur le tapis. La tripartite aurait pu aller plus loin dans la recherche de solutions durables synonymes d'adaptations de la demande.

L'accord contient des pistes intéressantes pour ce qui concerne le monde des entreprises, où il s'agira d'éviter des arrêts de production, sources de nouvelles pénuries, tout en répondant de manière adéquate aux signaux de prix des matières premières et de l'énergie qui se sont installés.

Durant la pandémie, le mot résilience a commencé à être utilisé à outrance. Le constat de la dépendance des fournitures étrangères a conduit de nombreux décideurs politiques à prôner un renouveau industriel au sein de l'Union européenne. L'appel pour un renforcement de la production autochtone ressurgit suite aux problèmes d'approvisionnement engendrés par la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Si la FEDIL se réjouit de la redécouverte des atouts du secteur manufacturier, elle tient à rappeler quelques principes élémentaires :

- Condamner la globalisation et restreindre les relations commerciales avec des espaces économiques tiers, sans disposer de solutions de rechange internes aggraverait les situations de pénurie et d'inflation. Par ailleurs, une telle attitude nuirait à nos exportateurs.
- Il s'agira d'abord d'améliorer les conditions d'accueil d'activités industrielles. Inviter l'industrie sans être capable de l'accueillir ne sert à rien. Je parle de terrains, d'autorisations, d'approvisionnement en énergie et en matières premières. Sans accès garantis aux matières premières, il est inutile de construire des unités de transformation. Pour avoir accès aux matières premières, il faut que les ingrédients sortent des pays source qui ont également des ambitions industrielles. Il faut aussi que nos propres règles nous permettent d'effectuer les importations nécessaires.
- Penser à la réindustrialisation doit aller de pair avec une réflexion sur les raisons de la désindustrialisation. En ce moment même, des secteurs industriels importants se posent la question sur leur avenir en Europe.
- Les progrès réalisés en matière d'automatisation et de digitalisation facilitent un réagencement de productions industrielles. Le coût de la main-d'œuvre joue un rôle moindre qu'il y a vingt ou trente ans. Mais il s'agira de trouver les bons profils pour travailler dans les usines modernes.

Monsieur le ministre, à l'occasion de notre dernière assemblée générale, vous

avez annoncé la réactivation du Haut Comité pour le Développement de l'Industrie. C'est le forum, où politique et industrie devront trouver des terrains d'entente permettant de redynamiser la politique industrielle du pays, tout en y intégrant les nouvelles orientations que sont la décarbonation, la circularité ou encore la gestion moderne de nos surfaces industrielles.

À côté de l'encadrement national, le gouvernement luxembourgeois devra continuer à jouer la carte européenne lorsqu'il s'agit de développer notre tissu industriel dans le sens voulu. La durabilité dans les chaînes d'approvisionnement, la production, le stockage, le transport et la distribution d'énergies renouvelables, la mise en place de modèles économiques circulaires ou encore la mobilité des talents, tous ces éléments devront se faire dans une logique de marché intérieur. Un repli sur soi ou des cavaliers seuls au sein du marché intérieur sur ces sujets vitaux serait fatal.